

Déclaration du Président après la Réunion de haut niveau 2017 :

Résumé et appel à l'action

En avril 2017, le partenariat mondial Assainissement et eau pour tous a réuni 60 ministres responsables des finances, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans le cadre d'un cycle de Réunions de haut niveau régulières. Les réunions ont également impliqué des représentants de la société civile, des partenaires de développement, des universités et du secteur privé. Ensemble, les participants ont évoqué les défis liés aux objectifs de développement durable, ils ont échangé au sujet des leçons apprises et des solutions trouvées et ils se sont accordés sur des actions concrètes pour la conception et la mise en place de programmes nationaux solides et adaptés à l'investissement de fonds publics, mais aussi à la finance commerciale nationale et internationale. Au total, 59 pays étaient représentés.

La réunion des ministres du secteur, organisée par l'UNICEF au nom du partenariat SWA, s'est tenue dans les locaux de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). La réunion des ministres des finances était quant à elle conviée par la Banque mondiale, dans le cadre du programme officiel de ses Réunions de printemps, à Washington DC.

Les discussions des ministres ont porté sur les objectifs de développement durable (ODD) : parvenir à un approvisionnement en eau, un assainissement et une hygiène durables et gérés en toute sécurité pour tous. Ils ont indiqué que les cibles des ODD étaient en effet ambitieuses et allaient au-delà du niveau de service de base formulé dans les OMD, mais qu'elles étaient atteignables. Ils se sont également entendus sur le fait qu'il fallait avant tout mettre l'accent sur les populations les plus vulnérables et qu'il fallait immédiatement proposer à tous un niveau de service de base et de qualité. Ce niveau pourrait être dénommé « basique plus »¹. Voilà sur quoi doit porter la priorité tout en progressant dans le même temps vers une plus grande généralisation des services gérés en toute sécurité définis par les ODD. Les ministres ont également noté que les investissements nécessaires pour atteindre les cibles liées à l'assainissement et à l'eau des ODD s'élevaient à environ 114 milliards de dollars par an d'ici à 2030. Ce chiffre ne comprend pas les coûts liés au remplacement des infrastructures existantes ni les ambitions plus larges en matière de gestion des ressources en eau figurant dans l'ODD 6.

Les ministres ont analysé les raisons qui expliquent le niveau actuellement inadapté des investissements dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Tout en reconnaissant que des progrès ont été obtenus au cours de la période des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable, les ministres ont

¹ Pour l'approvisionnement en eau, un niveau de service « basique plus » est un approvisionnement de base en eau qui n'est pas seulement disponible à la demande, mais également exempt de pollution bactérienne ou chimique. Pour l'assainissement, un niveau de service « basique plus » nécessite des toilettes dans lesquelles les déjections sont séparées du contact humain et où des installations de lavage des mains sont disponibles.

admis que parvenir à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH) universels et durables imposera une action concertée pour :

- Renforcer l'efficacité des systèmes nationaux en matière de planification stratégique, mise en œuvre et supervision ;
- Étendre les efforts pour mettre fin à la défécation à l'air libre tout en garantissant un soutien pour préserver la situation et permettre à l'assainissement des ménages de progresser vers les normes des ODD ;
- Poursuivre les avancées en dépit des risques et des difficultés, y compris les changements climatiques et les catastrophes ;
- Impliquer un ensemble de parties prenantes, notamment la société civile, les agences d'aide au développement, les instituts universitaires et le secteur privé ;
- Utiliser plus efficacement les fonds existants obtenus par les institutions du secteur ; et
- Collecter de nouveaux fonds auprès de sources nationales et externes.

Les ministres ont donc reconnu le besoin de :

- i) Renforcer le secteur EAH en mettant en place les dispositifs fondamentaux² essentiels pour fournir des services de manière efficiente et efficace : politiques, finances, institutions, capacités, planification, supervision et révision ;
- ii) Élaborer des stratégies de financement sectoriel réalistes pour atteindre les ODD, qui associent les financements publics nationaux existants et leurs hausses futures aux transferts d'aide, aux tarifs et à la finance commerciale dans le secteur EAH. Ces stratégies seraient utilisées pour : a) cibler précisément les populations les plus pauvres et marginalisées ; b) accroître l'efficacité du secteur et améliorer la confiance des investisseurs ; c) tirer profit de nouvelles sources de financement ;
- iii) Lutter contre les inefficacités des systèmes et des institutions actuels de fourniture de services afin de mieux utiliser les financements existants et d'améliorer la solvabilité des fournisseurs de services afin qu'ils soient plus à même d'emprunter auprès de sources nationales de finance commerciale pour étendre et améliorer la qualité de leurs services ;
- iv) Chercher des méthodes pour attirer plus activement des financements commerciaux auprès de sources nationales et internationales en s'appuyant sur l'expérience existante et en tirant les leçons des réussites et des échecs.

D'autres parties prenantes ont aidé les ministres à reconnaître l'importance d'un système permanent de redevabilité mutuelle qui repose sur des communications régulières, volontaires, indépendantes et inclusives entre les partenaires et qui encourage l'apprentissage réciproque entre pairs et est adapté à tous les pays. Coïncidant avec le suivi et la révision d'ensemble des ODD, ce système de redevabilité devrait également surveiller les progrès relatifs aux politiques et aux processus (les dispositifs fondamentaux et les comportements collaboratifs³ de SWA) nécessaires pour faciliter l'accomplissement des ODD.

2 Les dispositifs fondamentaux sont : 1) financement du secteur ; 2) renforcement des capacités ; 3) planification, supervision et révision ; 4) politique et stratégie sectorielles ; 5) dispositions institutionnelles.

3 Les comportements collaboratifs de SWA sont : 1) améliorer l'orientation gouvernementale des processus de planification sectorielle ; 2) renforcer et utiliser les systèmes des pays ; 3) utiliser une plateforme unique d'information et de redevabilité

Appel à l'action du Président de SWA

Le Président de SWA, M. Kevin Rudd, appelle les **pays** à :

- A. Mettre au point des stratégies de financement sectoriel qui définissent :
 - Les paramètres servant à déterminer qui paiera pour les investissements et les coûts récurrents de la fourniture de services et pour la réforme du secteur,
 - Les objectifs d'amélioration de l'efficacité du secteur permis par les investissements et les coûts récurrents,
 - Comment les financements publics disponibles (taxes et impôts et transferts financiers) seront utilisés dans le but de garantir que les populations les plus pauvres et les plus vulnérables ont accès aux services et de tirer profit de la finance commerciale pour combler le déficit de financement ;
- B. Évaluer et renforcer les dispositifs fondamentaux d'un secteur efficace et améliorer l'utilisation fructueuse des financements existants ;
- C. Intégrer la prévention des catastrophes et la préparation à la coordination, aux politiques et aux stratégies de financement du secteur.

Par ailleurs, le Président a appelé les **participants représentant d'autres groupes catégoriels**, notamment les donateurs bilatéraux, les agences d'aide au développement, le secteur privé et la société civile, à soutenir ces pays dans les efforts qu'ils mènent sur les comportements collaboratifs de SWA.

Le Président a appelé les membres de SWA et les organisateurs des réunions des ministres du secteur et des ministres des finances – l'UNICEF et la Banque mondiale, respectivement – à rendre compte des expériences des gouvernements nationaux et des partenaires à ce sujet.

Les participants sont convenus de se réunir à nouveau dans 12 mois, à l'occasion de la prochaine réunion des ministres du secteur de SWA, afin d'évaluer les progrès.

M. Kevin Rudd
Président, Assainissement et eau pour tous
30 avril 2017

mutuelle conçue à partir d'un cycle de planification, supervision et apprentissage dirigé par les gouvernements et réunissant plusieurs parties prenantes ; et 4) construire des stratégies de financement durables du secteur de l'eau et de l'assainissement qui tiennent compte des données financières sur les taxes et les impôts, la tarification des services et les transferts financiers, ainsi que des estimations sur les dépenses non tarifaires des ménages.